



La Commune



La France d'en haut en charpie

Chronique d'une fin de régime

Il y a bientôt un an, le gouvernement remportait, nous disait-on, une " incontestable victoire " dans l'affaire de la réforme des retraites. Devant le conseil national de l'UMP réuni le 20 juin, Sarkozy, toutes canines dehors s'enflammait : " et voici venu le temps de l'action ". Revenant sur les grèves, Fillon insistait " je n'ai pas souvenance d'une telle capacité de résistance à un mouvement social organisé " .

Pourtant, même à ce moment-là, soulagée d'avoir échappé à la paralysie du pays et croyant un instant avoir gagné la bataille des retraites, cette "France d'en haut" qu'est l'UMP parvenait difficilement à dominer ses divisions. Devant un parterre de 3000 militants, François Fillon, l'architecte de la réforme des retraites, égratigna au passage ceux qui, tel Sarkozy, sont adeptes de la réforme à marche forcée : " *c'est la méthode que nous avons souvent employée. Elle nous a toujours conduit au fiasco*". Simple égratignure, nous dira t-on. Raffarin - Sarkozy - Fillon formaient, à en croire les journaux, un "trio maître" porté aux nues par tout ce que l'UMP compte de ténors, de chefs de clan, de " cadres " et de caciques... dans un bel effort d'unanimité.

La capacité de résistance de Fillon

C'était oublier un peu vite et donc beaucoup trop vite que la réforme des retraites était en train de " passer " à la faveur d'une trahison : les directions syndicales avaient saboté le " mouvement social organisé " au moyen et au nom de la stratégie dite " des temps forts " dispersant et minant l'action efficace, tous ensemble, au même moment, par la grève générale public-privé jusqu'au retrait du Plan Fillon. En fait, le gouvernement n'avait dû son salut qu'à cette trahison des directions nationales des syndicats. Les directions syndicales aspiraient elles-mêmes à " réformer " les retraites, ce qui est vraiment un comble car le rôle du syndicalisme ne consiste en aucun cas à " réformer " les acquis mais à les défendre becs et ongles. Et si Raffarin, devant les cadres de l'UMP, oublia de rendre hommage à son ministre Fillon, ce dernier, lui, n'oublia pas de rendre hommage à la CGT qui " a participé à l'intégralité de la négociation et à la rédaction des principes généraux de la réforme " et " a adopté tout au long du conflit une attitude responsable " [Le Monde 19 06 03]. Voilà d'où le gouvernement tirait sa " capacité de résistance". Selon Fillon, le gouvernement avait " résisté ", il était donc, de l'aveu même du ministre, sur la défensive face à la détermination des salariés, à leur volonté manifeste (exprimée dans des manifestations monstres) de préserver leurs conquêtes sociales incompatibles avec les besoins du capital. Volonté contenue et morcelée par l'appareil central de la direction CGT au premier chef.

" L'UMP défie Chirac "

A ce moment-là, la cohésion interne de l'UMP était perturbée par des affrontements à fleurets mouchetés entre ses différentes " sensibilités " qui opposaient ceux qui voulaient " battre le fer tant qu'il est chaud " parce que " le temps presse " et ceux qui voulaient prendre le temps du " dialogue social " en préalable à toute réforme. Mais, dans l'ensemble, l'imposante façade du presque parti unique de la droite ne semblait alors pas entamée. Et maintenant ? " L'UMP défie Chirac " annonce *Le Parisien*, ce 10 mai. Rien que ça ! Le chef de l'Etat serait mis en cause par son parti godillot, formation conçue pour quadriller les institutions et le pays au compte exclusif de " l'Elysée ". De quoi s'agit-il ? A l'instigation de Sarkozy, le Conseil national de l'UMP a voté une motion pour que la future constitution européenne fasse l'objet d'un référendum. Dans la minute qui suit, cette initiative suscite les foudres de " l'Elysée " qui juge prématuré tout débat sur un éventuel référendum. Tempête dans un verre d'eau ? Si ce n'était qu'une simple saute d'humeur, pourquoi Chirac a-t-il éprouvé immédiatement après l'irrépressible besoin de descendre dans l'arène pour rappeler à l'ordre les députés UMP ?

Chirac dans l'arène parlementaire

Non seulement, il n'est pas dans la tradition de la Vème République de faire descendre le Chef de l'Etat dans l'arène parlementaire pour y défendre l'autorité de son Premier ministre mais, il est tout autant contraire à l'esprit de cette " République " que les députés manifestent aussitôt, et bruyamment, leur mauvaise humeur à l'endroit du Chef de l'Etat, en grommelant dans les coulisses, mot pour mot, comme dit la chanson : " *on n'est pas là pour se faire engueuler* " [source : *Libération* du 14 05] Aux 280 députés UMP réunis à l'occasion du départ d'un des leurs et qui ne l'attendaient pas à ce coin du tournant, Chirac en appelle à "une union sans faille pour soutenir l'action du gouvernement" avec, en prime, cet avertissement sans frais : " *Le rôle des parlementaires de la majorité est à la fois de soutenir le gouvernement avec loyauté et de l'alerter avec franchise*". Faisant allusion à la déroute des régionales, il persifle : " *Comme toujours dans ces circonstances, les vieux démons du pessimisme et, surtout, de la division se manifestent*".

Divisions ? Oui, à tous les étages ! Entre les parlementaires de l'UMP et le Chef de l'Etat. Entre les hautes instances de ce " parti " et " l'Elysée ". Entre Sarkozy et Raffarin qui se disputent déjà la dépouille politique de Juppé et veulent l'un et l'autre prendre la tête de l'UMP. Et, tout dernièrement, entre Sarkozy et Villepin, à propos de la prime octroyée par le Ministre de l'Intérieur aux Pompiers.

Que fait l'arbitre ?

Entendons bien, des querelles au sein d'une même "famille" politique ne sont pas en soi des signes tangibles de crise grave. Par contre, la publicité faite autour de ces querelles, la médiatisation instantanée de ces prises de bec et la multiplication des

pommes de discordes au sein d'un même gouvernement sont la manifestation d'un dérèglement profond des institutions de l'Etat.

Les dissensions rebondissent sur tous les sujets : l'augmentation annoncée de la CSG, la loi de décentralisation, les préparatifs du budget 2005, l'élargissement de l'Union Européenne à la Turquie, etc. Aucun des aspects de la politique du gouvernement n'est épargné par cette fronde qui agite l'UMP et ses députés.

" *Il n'y a plus de chef du gouvernement et le chef de l'Etat n'arbitre plus* " notait à la marge le député PS de la Drôme Eric Besson [source : *Soir* 3, 4 05 03], à la suite de la dernière intervention télévisée de Raffarin. A l'évidence, le gouvernement Chirac-Raffarin ne se relève pas de la déroute électorale de mars dernier. Or, la " cohésion sociale " qu'il appelle de ses vœux et qui lui est indispensable pour répondre aux besoins impérieux de la bourgeoisie française est-elle seulement envisageable sans un minimum de cohésion politique ? Mais quelle cohésion politique peut atteindre un gouvernement privé de tout appui dans la population, dans la société ?

Vers le crash

La déroute électorale de mars dernier met de nouveau à nu la crise d'ensemble du régime, la crise de toutes les institutions de la Vème république dont la clé de voûte est le Chef de l'Etat. Cette crise de la Vème république (ou plutôt, cette agonie prolongée d'un régime impuissant à encamisoler la société et les masses laborieuses) semble avoir été jugulée ou camouflée par la très artificielle " vague bleue " de 2002 qui donna, sur fonds d'abstentions record, une écrasante majorité de députés au gouvernement Chirac-Raffarin.

Cette crise du régime a pu, un instant, être estompée par la trahison qu'ont subie les masses en juin 2003 de la part des directions syndicales, permettant au gouvernement de faire passer une " réforme " qui est bel et bien un coup porté contre les salariés. Et bien, ce très mauvais coup, les salariés le lui ont rendu une première fois, sur le terrain déformé des élections, en mars 2004.

Maintenant, trois années vont s'écouler sans aucun rendez-vous électoral. Il n'y a donc plus de soupape au mécontentement. La traversée jusqu'en 2007 s'annonce plus que houleuse. En effet, la crise politique du sommet et la crise sociale à la base forment un mélange détonnant. Et le *Nouvel Obs* de prédire : " *Le gouvernement va exploser en plein vol* "

Morts en sursis

La crise politique du sommet reprend de plus belle. En bas, le mécontentement ne se dément pas, même après les manoeuvres en recul du gouvernement vis-à-vis des chômeurs et des intermittents pour bloquer le mouvement profond qui se dirige vers son renversement.

Manoeuvres en recul qu'on ne saurait confondre ni avec des " avancées " ou des " infléchissements " d'une politique dont le fil conducteur reste : faire la peau à l'assurance-chômage, au statut des intermittents, aux droits des locataires HLM. Manoeuvres en recul effectuées afin que ces menaces contre les chômeurs et la population en difficulté ne se télescopent pas avec la "réforme" de l'Assurance-maladie.

A l'évidence, ce gouvernement table sur le sursis que lui ont accordé les directions syndicales qui, de leur côté, feignent encore jusqu'à la dernière minute de méconnaître les intentions gouvernementales en matière de sécurité sociale...pour mieux les épouser ? Gouvernement en sursis ? Lorsque les pontifes du PS brodent sur ce thème, Jean Louis Debré laisse tomber, laconique : " *Nous sommes tous en sursis. Eux comme nous* " [source : *Le parisien* 26 avril]

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »